

HRW appelle les autorités burundaises à cesser de harceler des élèves

Human Rights Watch, le 19 mars 2019. Emprisonnés au Burundi pour des gribouillages sur une photo du Président. Les autorités devraient cesser de harceler des élèves et plutôt se concentrer sur les violations des droits humains. Tandis que la répression se poursuit au Burundi, il est en outre rencontré de quiconque ose critiquer le président Pierre Nkurunziza, les autorités ont montré quel point elles sont susceptibles lorsqu'elles ont arrêté sept élèves la semaine dernière. Les enfants étaient accusés d'avoir griffonné la photo du Président dans leurs manuels scolaires.

Après leur arrestation, les enfants ont été traduits devant le procureur de la province de Kirundo. Un jeune garçon de 13 ans, n'ayant pas atteint l'âge de responsabilité pénale, a été libéré. Six filles, cependant, ont été emmenées en prison du poste de police local. Trois d'entre elles ont ensuite été relâchées, mais les trois autres, des adolescentes moins de 18 ans, sont restées en prison ce week-end et ont été accusées lundi d'outrage envers le chef de l'État. Elles risquent de passer jusqu'à cinq ans en prison si elles sont reconnues coupables. Les filles, a déclaré samedi le père de l'une d'entre elles, ne mangent pas tellement elles ont peur. Ce n'est pas la première fois que des administrateurs et les autorités emprisonnent des enfants pour des gribouillages. En 2016, des agents des services de renseignement burundais ont arrêté huit élèves d'une école secondaire et les ont également accusés d'avoir insulté le chef d'avoir dessiné et griffonné des phrases comme « Dégagez » ou « Non au 3^e mandat » sur une photo du président Nkurunziza dans un livre scolaire. La même année, des centaines d'enfants ont été expulsés de plusieurs écoles pour avoir gribouillé sur la photo du visage du président dans des livres scolaires. Avec tant de crimes réalisés au Burundi, il est tragique que les autorités poursuivent des enfants pour des gribouillis. Depuis avril 2015, le pays a connu les affres d'une crise politique et des droits humains déclenchée par la décision controversée de Nkurunziza de se présenter pour un troisième mandat. Depuis lors, les services de sécurité et les Imbonerakure, la ligue de jeunes affiliés au parti au pouvoir, ont tué, arrêté arbitrairement, enlevé, battu, violé et intimidé des opposants politiques réalisés ou supposés en toute impunité. Les autorités devraient s'attacher à faire en sorte que les auteurs de violations graves des droits humains rendent des comptes, plutôt que d'emprisonner des élèves pour des griffonnages. Lewis Mudge, Directeur, Afrique centrale

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});